

**Discours du Dr. Daniel Mengara
Président du mouvement « Bongo Doit Partir »**

Causerie de la Plateforme Citoyenne à Houston, le 21 mai 2011

Compatriotes.

Amis, frères et sœurs de patrie et de destinée commune.

Je voudrais d'abord vous adresser mon salut le plus citoyen.

Je voudrais ensuite vous remercier pour votre présence, surtout ceux d'entre vous qui se sont arrachés de leurs occupations ce soir, pour venir partager avec nous un moment de communion, de dialogue et d'échanges sur des sujets qui, j'en suis sûr, préoccupent chacun et chacune d'entre vous.

Je remercie également nos amis George Louembet et Hervé Ziza qui se sont activés avec verve et conviction ici à Houston, pour rendre cette causerie possible. Je ne manquerai pas de remercier mes amis de la Plateforme Citoyenne naissante, notamment Mlle Flore Essiane et Monsieur Patrick Ambamani, qui ont également travaillé avec passion à rendre cette tournée possible.

J'étends aussi mes remerciements à nos compatriotes venus de Birmingham en Alabama, expressément pour soutenir l'action que nous essayons aujourd'hui de construire ensemble, notamment Monsieur Gaston Matsiendi.

Chers amis, Je suis venu vous parler du Gabon.
Je suis également venu vous dire la vérité.

Autrement dit, je ne suis pas ici venu vous parler en politicien gabonais, car le politicien gabonais tel que nous l'avons connu au cours des 44 dernières années n'a jamais su dire la vérité. Le politicien gabonais, de nos jours, calcule, complot et ment. Vous en avez une pléthore au Gabon aujourd'hui, de ces politiciens calculateurs, de ces politiciens comploteurs, de ces politiciens menteurs. Vous avez ainsi les menteurs au pouvoir, qui, depuis 44 ans font croire au Gabonais qu'ils sont capables de rénover, de réformer, d'émerger. On les voit ainsi utiliser de gros mots dont ils ne maîtrisent aucunement le sens. Eh bien, nous décortiquerons ces mensonges ce soir.

Vous avez aussi les menteurs de l'opposition, qui depuis 22 ans font semblant de s'opposer, et promettent ad vitam aeternam des victoires électorales qui ne viennent jamais, quand bien même aucun Gabonais digne de ce nom ne peut aujourd'hui croire que le changement viendra un jour au Gabon par les urnes. Nous décortiquerons aussi leurs mensonges ce soir.

Mais nous ferons bien plus que décortiquer des mensonges ce soir, chers amis. Nous rétablirons aussi la vérité que l'on cache aux Gabonais à travers des mythes mensongers, et nous affirmerons avec force la seule idée qui soit obligatoire aujourd'hui, c'est-à-dire le refus citoyen qui doit être aujourd'hui celui de tous les Gabonais de tous bords politiques, le refus de la prise en otage du Gabon par un seul homme, une seule famille, un seul clan.

Je vous propose donc de discuter ensemble un certain nombre de mots de vocabulaire, c'est-à-dire ces mots que nous utilisons à tort et à travers au Gabon, sans pour autant en maîtriser la teneur. Car tant que ces mots n'auront pas été clarifiés pour tous, nous ferons du sur-place en politique gabonaise, et les menteurs pourront continuer à rouler les Gabonais dans la farine. Je ne sais pas pour vous, mes frères et sœurs, mais moi je suis fatigué.

Je suis fatigué des mensonges, des faux-semblants et de toutes les manipulations qui, au sein du pouvoir comme de l'opposition, ont conduit à la prise en otage de notre patrimoine commun, de notre destinée commune.

Nous allons donc, ce soir, discuter la notion d'« opposition », ce mot « opposition » que nous utilisons tant chez nous à tort et à travers, mais qui permet aux menteurs de mystifier le peuple. Certains nous disent, par exemple, qu'ils sont opposants après avoir mangé pendant des décennies avec le régime. C'est quoi cette sorte d'opposition ? Il faut crever ce mythe comme un abcès, et le défaire.

Nous discuterons le mot « changement » aussi, car j'ai l'impression que là encore, les Gabonais ne sont pas sur la même longueur d'onde, surtout ces Gabonais là qui souhaitent un changement radical et immédiat dans notre pays. Beaucoup ne savent pas vraiment ce que ce mot veut dire et ce qu'il implique comme actes dans le Gabon d'aujourd'hui, et le type de sacrifice que cela nous demande, encore une fois, dans le Gabon d'aujourd'hui. Nous clarifierons cette notion ce soir.

Nous discuterons le mot « émergence », pour dire à ceux qui l'emploient comme un mot magique, un mot qui, dès qu'on l'utilise comme une incantation, serait devenu synonyme de développement, eh bien nous dirons à ceux -là de cesser de nous casser les oreilles avec ça. Nous, au Gabon des vrais Gabonais, nous sommes fatigués de ces rénovations qui ne rénovent rien, de ces réformes qui ne réforment jamais rien, de ces gouvernements de combat qui ne combattent rien, et de ces émergences qui n'émergent jamais.

Nous discuterons évidemment aussi de citoyenneté, ce mot ô combien important, qui est le centre même du projet citoyen qui nous amène ici aujourd'hui. Et c'est grâce à ce mot que nous pourrions ouvrir le débat sur les perspectives d'avenir, et surtout les responsabilités qui sont les nôtres en tant que Gabonais de la diaspora.

Je ne vais pas ici vous répéter la litanie des maux qui rongent le Gabon depuis 44 ans, car je sais que vous savez de quoi est faite cette litanie. En fait, vous êtes vous-mêmes en tant que Gabonais exilés, la manifestation même de ce qui fait cette litanie : nous sommes dans la diaspora parce que, au Gabon, les fossoyeurs de la République ont pris votre pays en otage. Même nos amis du PDG qui sont avec nous ici aux Etats-Unis, en souffrent.

Parce qu'on peut tout simplement leur demander à nos amis du PDG ce qu'ils font encore avec nous aux Etats-Unis ici ou en France et ailleurs à tirer le diable par la queue au moment même où le Gabon semble vibrer à l'heure de l'émergence ! Ne devraient-ils pas tous être déjà rentrés au pays jouir de l'émergence ? Je dis donc, moi, que la raison pour laquelle ils ne rentrent pas au pays est parce que, au fond d'eux-mêmes, ils savent que cette histoire d'émergence, c'est du pipeau. Le fait qu'ils ne rentrent pas est le signe qu'ils n'y croient même pas eux-mêmes à leur émergence. C'est un aveu par l'acte, car ils savent au fond d'eux-mêmes que l'émergence c'est une autre connerie des Bongo. Mais alors pourquoi la contradiction qui consiste à toujours donner leur vote aux Bongo alors que ce sont les Bongo qui sont responsables de leurs misères ? Pourquoi toujours courir ramasser les 200 dollars que les Bongo leur jettent tous les 7 ans comme à des chiens de la fenêtre d'un hôtel de Washington ou de Paris, aux fins justement d'acheter une énième fois leur vote ? Ne voient-ils pas qu'à chaque fois qu'ils prendront ces 200 dollars et donneront par la suite leur vote aux Bongo, c'est comme s'ils disaient aux Bongo « allez-y, continuez à nous tuer » ? Ne voient-ils pas que c'est comme s'ils se tiraient eux-mêmes une balle dans la tête en continuant à soutenir les bourreaux responsables de leur expatriation, de leurs misères en terre d'exils, alors qu'ils pourraient être au Gabon à jour des richesses nationales si nous avions en place un régime travaillant pour les intérêts du peuple gabonais ? Et quand demain l'enfant de leur mère, de leur sœur, de leur enfant mourra de diarrhée, ne voient-ils pas le lien entre leur vote et les 200 dollars pris des mains de Bongo ? Ne voient-ils pas qu'en votant les Bongo et en continuant à les soutenir, c'est comme s'ils avaient eux-mêmes dit aux Bongo : « tuez l'enfant de ma tante, tuez mon père, continuez à nous trucider ».

Non, chers frères du PDG, il faut sortir de ces contradictions.

Cela nous amène donc d'emblée à une analyse simple et mathématique de l'équation qui nous est posée par l'utilisation actuelle au Gabon du terme « émergence ».

Dans le dictionnaire, on vous dira que le verbe « émerger » veut dire « Sortir d'un milieu liquide après y avoir été plongé », comme par exemple « émerger de l'eau ». Emerger, dans ce sens, suppose donc entre autres, et surtout dans le cadre qui nous concerne, l'idée de se sauver d'une noyade car, dans le cas du Gabon, on reconnaîtra que le Gabon est en pleine noyade depuis 44 ans. Mais le verbe « émerger », surtout dans ses sens abstraits, suppose aussi « apparaître clairement », voir même « se réveiller d'un profond sommeil, d'un coma, se distinguer, sortir de l'ordinaire, devenir actif », mais pas n'importe comment : c'est une action qui doit être cohérente et se faire avec cohérence.

Pour pouvoir, donc, parler d'émergence, il faut avoir au préalable établi le constat par lequel on reconnaît qu'on était immergé, qu'on se noyait, qu'on n'apparaissait pas clairement, qu'on dormait, qu'on était dans le coma, qu'on n'était pas actif, qu'on ne sortait pas de l'ordinaire, qu'on ne se distinguait pas, c'est-à-dire qu'on avait toutes les tares qui font ce qu'on appelait jadis à l'école, « un cancre ». En gros, il faut reconnaître la noyade, il faut reconnaître qu'on se noie.

Or, les gens qui au Gabon veulent nous vendre l'émergence vous disent : « sous papa Bongo, tout était bon ». Sous bébé Bongo, tout est déjà bon aussi. Du coup, on est saisi par une contradiction : si, donc, tout était bon, pourquoi vouloir émerger ? » Et si vous voulez émerger, à quel moment avez-vous reconnu la noyade dans laquelle vous aviez plongé le Gabon ? A quel moment avez-vous fait le bilan de papa Bongo pour dire, « J'aime bien papa, mais je me sens obligé de reconnaître que papa était un incompetent, il faut changer tout cela et voilà comment je compte le faire. » A quel moment c bilan a-t-il été fait ?

Donc, nous avons au Gabon, un médecin qui veut soigner un patient atteint de sous-développement chronique parce qu'il a été empoisonné pendant 42 ans par un incompetent, et le nouveau médecin, de surcroît fils du précédent, qui bizarrement se refuse à faire un diagnostic public et scientifique de son patient, prétend néanmoins pouvoir soigner son patient sans avoir fait un diagnostic sérieux de l'état de santé du patient. Pire, il s'efforce même d'essayer de convaincre le patient qu'il va bien, qui tout va bien, que ce que son père avait fait au patient avant lui était bon.

C'est ce qu'on appelle un diagnostic de cancre. C'est comme cela que parlent les cancre.

C'est vous dire, chers amis, que je suis fatigué, moi, d'entendre dire, « Ali travaille ». Il travaille, je veux bien, mais à quoi ? Comme son papa, Ali Bongo croit que développer un pays c'est construire des immeubles devenus très vite éléphants blancs avec de l'argent emprunté, avec de l'argent qu'on est allé mendier chez les Chinois, au point que même les immeubles qui sont censés représenter la souveraineté nationale sont construits avec de l'argent mendié, au point que pour goudronner un petit kilomètre de route, si une banque européenne n'a pas prêté de l'argent, aucune route n'est faite. Où passe donc l'argent du Gabon ? Où sont passés les fameux 900 dollars de budget d'investissement qu'on annonça jadis avec fracas en 2009, alors qu'on s'achemine sur 2 ans de pouvoir sans partage au Gabon par bébé Bongo ? Où sont passés les budgets de 2000 milliards que l'on annonce chaque année au moment où le baril de pétrole est au plus haut et que les revenus du Gabon ont plus que triplé depuis 2001 ?

Deux ans, c'est une éternité quand on est au pouvoir, il me semble. Or, le Gabon est toujours 160^{ème} dans le monde en matière d'Internet de par le nombre de ses usagers, c'est-à-dire seulement 6% de la population, a accès à Internet. On a expressément retardé le développement d'Internet au Gabon parce qu'on avait peur que les Gabonais ne s'informent sur la réalité d'un pays où l'on a voulu leur faire croire que le développement, c'est les grands discours pompeux de paix ceci, de rénovation cela, d'émergence ceci, et tout le tralala habituel, alors même que l'on continue à voler et violer le peuple en toute impunité.

Le Gabon est toujours classé comme un pays à haut risque pour les maladies infectieuses, un pays où l'on meurt de tout, même de diarrhée, un pays où un enfant sur dix ne voit toujours pas son 5^e anniversaire, et j'en passe. Du coup, au Gabon, on peine à atteindre une espérance de vie de 50 ans, et le pays reste aujourd'hui classé au 207^{ème} rang au monde, parce que personne n'a songé, en 44 ans, à doter le pays de structures médicales adéquates. Et voilà pourquoi le dictateur lui-même est allé mourir comme un rat en Espagne, parce qu'il s'est rendu compte, à la fin, qu'il n'avait construit chez lui aucun hôpital capable de le soigner.

Et j'en passe.

Vous savez, le cerveau, c'est quelque chose d'assez intéressant. Le cerveau est comme le corps humain. Il vieillit lui aussi. Vous ne pouvez pas prétendre avoir un cerveau plus neuf juste parce que vous devenez président autoproclamé d'une République bananière. Si vous avez été pendant près de trois décennies auprès d'un Président incompétent lui aussi autoproclamé, président autoproclamé qui de surcroît est votre papa, vous ne pouvez pas avoir servi dans un système pourri toute votre vie et prétendre pouvoir « émerger » de cette pourriture. Si vous êtes pourri depuis la naissance, émergence ou pas, vous resterez pourri toute votre vie. C'est cela l'équation de la science physique : les mêmes causes qui vous ont pourri depuis la naissance continueront à vous pourrir toute votre vie. Les mêmes causes mènent toujours aux mêmes effets. C'est une loi inaliénable de la nature, ça.

Voilà pourquoi, en deux ans de supposée émergence, ce qu'on a vu c'est plutôt le gaspillage habituel, c'est-à-dire un président autoproclamé qui croit que développer le Gabon c'est aller s'acheter un hôtel particulier de 100 millions d'euros en France en son propre nom et au nom de sa famille et par la suite le présenter fallacieusement aux Gabonais comme un signe de développement, et ceci sans consulter son parlement ni sa Cour constitutionnelle.

Ce sont les mêmes vieilles habitudes qu'on voit, des habitudes de gaspillage, avec ces fameuses fêtes tournantes où on promet le développement à chaque province tous les 9 ans, et quand arrive le fameux jour du développement miracle, on ne laisse derrière soi que la poussière des voitures, et les populations d'attendre alors le prochain cycle de 9 ans avant de voir la poussière du développement revenir leur empoisonner les poumons, sans qu'on ne retrouve nulle part la trace du fameux développement tant promis.

Ce sont les mêmes vieilles habitudes populistes qui font qu'on nous dise maintenant qu'on va tenir des conseils de ministres dans tous les coins du Gabon, alors que les populations se demandent bien ce que ce cinéma leur rapporte, en dehors des petites filles de 13 ans qu'on va violer dans les villages en échange de quelques cuisses de dindon.

Rien pour résorber un chômage chronique qui atteint près de 30 % des Gabonais. Rien pour réellement émerger. Rien en dehors de discours et de poses de premières pierres qui donnent l'illusion du travail, alors que nous sommes habitués à ce même cinéma depuis l'époque de Bongo le père.

Non, chers amis. Ce n'est pas cela qu'on appelle « émergence ». On appellera plutôt cela de l'« énervance ». Ce n'est pas cela qu'on appelle un « Gabon émergent », c'est plutôt ce qu'un compatriote a appelé un « Gabon énervant ».

Ne vous laissez donc pas tromper par les discours d'émergence. Car vous savez comme moi que le développement passe par trois choses fondamentales : les communications routières et technologiques, la santé des populations et l'éducation des enfants. Or, au Gabon, ce sont les mêmes vieilles routes que les Blancs ont laissées depuis l'époque de Léon Mba qu'on

continue à racler. Pire, sur les quelques malheureux 9.170 kilomètres de routes dont dispose actuellement le Gabon, seulement 937 kilomètres sont goudronnés. Cela veut dire qu'en 44 ans, les Bongo, pères et fils confondus, ont goudronné seulement 21 kilomètres de routes chaque année. Cela veut dire que les Bongo ont non seulement été incapables, en 44 ans, de bitumer 21 kilomètres de routes par an, ils ont été également incapables de goudronner 2 kilomètres de route par mois. Alors que 21 kilomètres, c'est ce que les Américains goudronnent en une semaine. A ce rythme, cela prendrait 392 ans aux Bongo pour goudronner les 8233 kilomètres de routes non bitumées du Gabon ! Mais on continue à nous parler d'émergence ; de quelle émergence s'agit-il ?

Mais papa Bongo semble avoir fait mieux que bébé Bongo puisque Ali Bongo est incapable, pour le moment, de nous montrer où se trouvent les 42 kilomètres de routes bitumées additionnelles, je dis bien additionnelles, qu'il a construites depuis qu'il s'est vautré sur le trône de la monarchie bongoïste au Gabon, c'est-à-dire depuis ses deux années de règne sans partage.

C'est parce que, voyez-vous, chers compatriotes, au Gabon on utilise les mots à tort et à travers. Les mots, quand on les utilise, doivent pouvoir dire quelque chose. On ne les balance pas juste n'importe comment. L'économie, ce n'est pas du vaudou ni du bwiti. L'économie est une science ; or, une science a des règles.

Obama nous l'a bien dit quand il a dressé l'équation du développement. Il a dit aux jeunes Africains qu'il recevait à Washington en 2010 qu'il n'y a pas de développement sans démocratie. En d'autres termes, ce qu'il nous disait c'est que si un dictateur vient chez vous vous dire qu'il va pouvoir développer son pays tout en maintenant son peuple sous un dictat despotique, il faut attraper un tel type, le taper, lui enlever ses habits et le jeter tout nu dans la rue. Car un tel type insulte votre intelligence.

C'est que, oui, le développement c'est quelque chose qui obéit à une équation mathématique incontournable : le « B A ba » du développement passe par :

- la construction des voies de communication (terrestres, aériennes, maritimes, technologiques) permettant la circulation sans entrave des biens, des personnes et de l'information. Et c'est cela qui, sans effort, déclenche les opportunités, mène à la création d'entreprises et génère l'emploi. Les routes, c'est un peu comme développer un sport comme le football dans son pays. Vous n'avez pas besoin, en tant qu'état, de financer directement des équipes ou des clubs. Tout ce que vous avez à faire, c'est construire des stades dans chaque quartier. Vous verrez que les jeunes, par curiosité, commenceront à jouer dessus, puis à s'organiser en équipes et clubs et jouer les uns contre les autres. A la fin, vous avez une nation dynamique en football avec des jeunes qui se sont organisés tous seuls. Tout ce que vous avez fait, c'est mettre des stades à leur disposition. Avec la route, c'est pareil. Développez les routes, le reste suivra par la simple initiative citoyenne non seulement au niveau du transport des personnes et des biens, mais aussi au niveau du développement de l'agriculture. Et c'est cela qui mènera à la création d'entreprises par les citoyens pour soutenir l'activité économique qui découle de routes dignes de ce nom.
- la construction d'hôpitaux dignes de ce nom, qui permettent d'entretenir une population en bonne santé, d'augmenter l'espérance de vie, et donc, de rendre la population capable de produire beaucoup, et pendant longtemps. Une population en bonne santé est une population qui produit.
- la construction d'écoles capables d'éduquer les jeunes, parce que sans une population éduquée, on ne peut pas faire naître le génie national qui va être le moteur de développement de tous les secteurs d'activités dans les domaines économique, sociale, culturelle et politique.

Mais il faut ajouter à cela le problème des institutions, car sans institutions capables de garantir leurs droits aux Gabonais, des mots comme « émergence » n'ont aucun sens, car comment émerger quand vous avez des institutions dictatoriales qui permettent la présidence à vie, qui permettent le passage du pouvoir entre père et fils, qui permettent à un président de prendre en otage tout le parlement du peuple et les institutions judiciaires qui sont supposées affirmer l'équilibre des pouvoirs ?

Car la dictature tue le développement. Quand on empêche le peuple de parler librement, on tue le développement. Quand on empêche le peuple de circuler librement, on tue le développement.

Quand on empêche le peuple de créer, on tue le développement. Bref, quand les droits humains les plus inaliénables du peuple sont brimés, on tue le développement. Le vrai débat national aujourd'hui tourne autour de la mise en place d'institutions capables de garantir l'affirmation des droits citoyens et de les protéger. En protégeant ces droits, on garantira le développement du Gabon.

Maintenant, on me dira, toi Mengara, tu parles trop. Ali a montré qu'il est un réformateur, regardez, il a déniché 6000 fonctionnaires fantômes. Je dirais, où ça ? Vous avez vu les suites de cette histoire de fonctionnaires fantômes, vous ? Les Bongo sont spécialistes des grandes annonces de réforme, et puis quand on vérifie deux ans plus tard, on voit que, comme

d'habitudes, ce sont les mêmes vieilles cancreries habituelles. Les fameux fonctionnaires fantômes en sont le parfait exemple : une autre affaire sans lendemain. C'est cela, le style des Bongo, spécialistes des éléphants blancs.

Une autre preuve : vous savez que, à peine arrivé au pouvoir, Ali Bongo a tout simplement renforcé les pouvoirs de monarque que lui a laissés son père. Son père avait assuré que personne d'autre ne pourrait prétendre gagner des élections au Gabon en dehors des Bongo, et que les Bongo auraient la possibilité de régner à vie. Aujourd'hui, Ali Bongo par la loi qu'il a fait voter jouit désormais du pouvoir de dissoudre ou de suspendre n'importe quelle institution et de se constituer en président militaire pour n'importe quelle raison. C'est quelle réforme ça ?

Mais il nous faut aller au-delà des apparences de cette loi et la décortiquer pour les Gabonais qui ne la comprennent pas.

D'abord, cette loi nous dit qu'Ali Bongo n'est pas le réformateur qu'il dit puisque par cette loi, il a définitivement tué tout potentiel de démocratie au Gabon, et donc, tué tout potentiel de développement au Gabon. Mais il y a aussi derrière cette loi d'autres formes de dangers qui ont trait à la notion même de « bongoïsme » au Gabon. Le mal du Gabon, je l'affirme ici aujourd'hui, ce n'est pas le PDG. Le mal du Gabon, c'est ce que j'appelle le « bongoïsme ». Le bongoïsme est la maladie qui ronge le Gabon depuis 44 ans.

C'est le bongoïsme qui a fait que, être femme au Gabon soit devenu synonyme d'aller bouger les fesses devant les hommes politiques en échange de quelques pagnes avec la gueule du dictateur dessus. On a voulu animaliser la femme gabonaise.

C'est le bongoïsme qui a fait qu'au Gabon, servir celui qui se disait président du Gabon voulait dire voler, détourner et détrousser les Gabonais avec le président. Voilà pourquoi au Gabon, on n'a jamais puni les crimes de corruption et de détournement. Avec le bongoïsme, plus on détourne, plus on est récompensé de nominations et de promotions. Le bongoïsme a tellement normalisé la criminalité politique et l'immoralité publique au Gabon que quand vous refusez de voler, on vous dit que vous êtes bête. Voilà pourquoi, quand j'avais par six fois refusé de rencontrer Omar Bongo, certains m'ont traité de fou car pour eux, j'avais raté une opportunité. J'avais beau leur dire que Daniel Mengara est non seulement indépendant et a un emploi qu'il aime, et que sur cette base, il ne rencontre pas les animaux et de surcroît, ne peut accepter de devenir le ministre des animaux, les gens n'ont jamais pu comprendre que quelqu'un puisse refuser de rencontrer Omar Bongo. Ils ne pouvaient pas comprendre que je puisse refuser d'être ministre.

Je dis donc que le bongoïsme est responsable, et non le PDG, pourquoi ? Certes, on ne pourra totalement occulter la responsabilité du régime tout entier dans la débâcle quadragénaire du Gabon. Mais vous savez, un président est comme un père de famille. Quand vous avez des enfants, vos enfants observent vos habitudes. Ils savent ce que vous aimez et ce que vous n'aimez pas. Et tous leurs comportements seront conditionnés par votre caractère. Si vous êtes honnêtes, vos enfants apprendront de vous les principes qui forment les gens honnêtes. Si vous êtes malhonnêtes, vos enfants apprendront de vous le mensonge et la fourberie.

Il en va de même pour un Président de la République. Au Gabon, l'entourage d'Omar Bongo a volé parce qu'Omar Bongo aimait voler. Et Omar Bongo a toujours su récompenser ceux qui l'ont aidé à voler. Comment alors s'étonner que, comme premier acte de sa présidence usurpée, Ali Bongo ait été en France s'acheter une villa de 100 millions d'euros ?

Les pédégistes, il me semble donc, sont des Gabonais comme la plupart d'entre nous, qui ont aussi à cœur de voir leur Gabon évoluer. Ce sont des citoyens qui, comme nous meurent dans les hôpitaux mouroirs du Gabon alors que les bongoïstes eux, vont se faire faire des check-up et se faire soigner dans des hôpitaux à prix exorbitants en France, au Maroc, en Chine, etc. Les bongoïstes, ce sont ceux qui s'accaparent des bourses de l'état gabonais pour les donner aux membres de leur famille, de leur clan, de leur ethnie ; leurs enfants vont étudier dans les meilleures écoles aux Etats-Unis, au Canada et en France, laissant les enfants des autres Gabonais, y compris ceux des pédégistes, dans le désarroi.

Le pire, je dirais même la honte, c'est quand le président qui a ainsi meurtri son pays va mourir à l'étranger dans un hôpital espagnol, justement parce que, chez lui, il n'a pas construit un seul hôpital digne de ce nom.

Les pédégistes, comme le reste d'entre nous, subissent donc aussi depuis 44 ans les méfaits du Bongoïsme au Gabon. En fait, j'ai pitié de mes frères du PDG. Car il me semble qu'on leur dit aussi à eux que tant qu'un Bongo sera vivant au Gabon, aucun pédégiste ni aucun enfant de membre du PDG n'auront le droit de rêver d'être un jour président du Gabon.

Du coup, on nous dit que les Gabonais doivent accepter l'idée de devoir être dirigés près de 70 ans par une seule famille, comme si le PDG n'avait pas d'hommes et de femmes valables, comme si le PDG n'avait personne d'autre qui puisse valablement diriger le Gabon. Pourtant, empêcher l'arrivée au pouvoir d'une personne autre qu'un Bongo a le potentiel de développer le Gabon ! Rien ne nous dit que personne ne pourrait émerger du PDG qui puisse faire l'unanimité au Gabon, et ainsi réconcilier les Gabonais entre eux autour d'un vrai projet citoyen, au point même de voir des gens de l'opposition radicale comme moi décider de soutenir un tel candidat, fût-il du PDG ! Or, les Bongo privent même le Gabon d'une telle possibilité car ils ont conclu que personne d'autre au sein du PDG n'a le droit de rêver d'être candidat. On peut tout

accepter au Gabon, mes frères, mais s'il y a une chose que nous devons tous refuser, c'est la prise en otage du Gabon par une seule famille, surtout quand cette famille décide que même tous ceux qui s'évertuent chaque jour à les soutenir, doivent interdire à leurs enfants de rêver un jour d'être président du Gabon et accepter sans broncher 70 ans de règne par une seule famille.

Mais il y a pire, surtout pour nous membres de la diaspora, que l'on soit pédégiste ou pas. L'« émergence » a dit aussi, par la loi votée manu militari au Gabon, que même vous les pédégistes de la diaspora, vous n'avez pas le droit de rêver un jour de devenir président du Gabon. Mais c'est grave, ça vous ne trouvez pas ? C'est quand-même incroyable que, comme premier acte de réforme, le petit Alain ait choisi de ficeler le pouvoir, de se donner les pleins pouvoirs, et de priver le Gabon de sa diaspora, en nous insultant tous, pédégistes comme opposants, en disant comme cela que nous sommes indignes de diriger le Gabon, il n'y a que les Bongo qui le peuvent. C'est cela qu'on appelle émergence ?

Moi, je pense que rien que l'idée d'avoir une famille comme celle des Bongo voulant s'établir en famille monarchique au Gabon pendant 70 ans devrait unir tous les Gabonais du PDG comme de l'opposition autour d'un seul et même combat, celui de l'éviction des Bongo de la présidence de la République. Le combat contre les Bongo doit être celui des citoyens du PDG comme celui de l'opposition, car il s'agit de dire aux Bongo que le Gabon ne saurait être leur propriété.

Mais il n'y a pas que le pouvoir en place qui a trahi les Gabonais. Il y a aussi nos fameux opposants, et cela aussi, il faut en parler. Normalement, il y a une logique à toute forme d'opposition, c'est-à-dire que toute opposition qui se respecte se doit de s'organiser pour la prise de pouvoir, et ceci par tous les moyens dans le cas particulier du Gabon. A quel moment nos opposants se sont-ils organisés pour la prise de pouvoir ? Et comment peut-on s'opposer quand on n'a que Bongo à la bouche ?

Regardez le triste théâtre de notre opposition : Mba Abessole arrive en 1989, il dit vouloir lancer des missiles Kappa à Omar Bongo. Omar Bongo lui tape quelques milliards de CFA à la tête, il devient abruti et il se met à saouler la « convivialité ». Pierre Mamboundou arrive au Gabon proclamant le radicalisme. Il promet un carton rouge au Bongo. On lui tape quelques milliards de CFA sur la tête, avec en prime la promesse du poste de Premier ministre, et pan ! Lui aussi se met à voir rouge et à saouler l'« opposition républicaine », allant même jusqu'à déclarer suite à sa rencontre avec Ali Bongo à Paris que le Gabon se porte bien depuis qu'Ali Bongo est au pouvoir. Quoi !? Décidément, Pierre Mamboundou voit rouge ?!

Casimir Oye Mba ? Dois-je vraiment parler de lui ? Lui qui dit tout devoir à Bongo ? S'il doit tout à Bongo, comment-il par la suite prétendre combattre les Bongo ?

André Mba Obame ? Dois-je vraiment aussi parler de lui ? Car il me semble que ne peut s'improviser opposant qui veut. Il me semble aussi que les Gabonais se sont laissé tromper et rouler dans la farine quand ils ont cru que quelqu'un qui veut construire un monument à la mémoire d'Omar Bongo serait capable de vraiment combattre les Bongo ! Il faut d'abord voir, pour comprendre le personnage, comment il est devenu opposant après avoir lui-même laminé, puis détruit toute l'opposition gabonaise pendant les près de trois décennies qu'il a passées aux côtés du dictateur Omar Bongo, temps qu'il a passé à consolider la dictature des Bongo sur les Gabonais ! Et je continue à me demander, moi, si Mba Obame serait vraiment devenu opposant si le régime ne lui avait pas enlevé le poste de Ministre de l'Intérieur, un poste qui faisait de lui le vrai numéro deux du régime ! En plus, vu que ce poste représente celui qui contrôle la sécurité intérieure du Gabon, Mba Obame n'a-t-il pas laissé les Bongo dévaliser le Gabon alors que c'était son rôle de pouvoir empêcher cela vu que les services de police auraient pu être mobilisés pour combattre la fraude, les détournements et les crimes électoraux des Bongo ? La raison pour laquelle les Bongo ont triomphé alors que Mba Obame, en tant que Ministre de l'intérieur, avait les moyens de les arrêter, montre à suffisance que son opposition d'aujourd'hui n'est pas une opposition de conviction, mais une opposition de circonstance. Pour ceux qui en doutent, demandez-vous pourquoi Mba Obame a, depuis 2009, continué à faire semblant de s'opposer alors qu'il avait les moyens d'en finir avec Ali Bongo dès le lendemain des élections présidentielles de 2009 ? En septembre 2009, il a préféré aller se cacher à Medouneu, et il a reconnu à Paris en 2010 qu'il était allé à Medouneu faire une fausse grève de la faim parce qu'il ne voulait pas céder à la pression de ceux qui voulaient le pousser à faire du désordre, car, avait-il dit, lui il n'est pas pour la violence. Comment alors s'étonner que Mba Obame, comme un vulgaire amateur, ait déclaré en 2011 vouloir faire une insurrection qu'il n'avait même pas pris le temps de préparer et qui, du coup, est devenu un véritable flop avec un faux gouvernement parallèle sans substance stratégique, qu'on va cacher dans les bureaux du PNUD au lieu d'en affirmer l'autorité comme il se devait ? C'est ce qu'on appelle faire du cinéma, faire semblant car le but de Mba Obame n'a jamais été de faire tomber son frère Ali Bongo, mais plutôt de décourager les Gabonais qui veulent en finir avec Ali Bongo. N'avait-il pas, pendant la campagne, dit qu'il était le candidat de l'interposition, justement pour empêcher que les Gabonais n'en décousent avec le régime ? Eh bien, mission accomplie.

Je dis, moi, donc, que si le Gabon n'a pas encore changé, ce n'est pas parce que les Bongo sont difficiles à enlever, c'est plutôt parce que les Bongo ont eu en face d'eux des parasites politiques, des hommes et des femmes d'une génération pourrie qui se disaient de l'opposition, mais qui n'avaient à l'esprit rien d'autre que le partage du pouvoir, donc du gâteau, avec les Bongo.

En fin de compte, au Gabon, nous n'avons qu'une opposition totalement bongoïste. Le choix aujourd'hui qui est offert aux Gabonais, c'est un faux choix entre des bongoïstes dans l'opposition, et des bongoïstes au pouvoir. Regardez un peu tous les fameux opposants que vous avez soutenus au cours des 22 dernières années, et dont certains étaient candidats à la dernière élection présidentielle.

Paul Mba Abessolo, bongoïste, champion de la convivialité acrobatique.

Casimir Oyé Mba, bongoïste, champion des « je dois tout à Bongo ».

Zacharie Myboto, bongoïste, dont la fortune familiale et personnelle est tellement imbriquée avec celle des Bongo qu'on a du mal à voir comment il peut combattre les Bongo sans se combattre lui-même.

Mba Obame, bongoïste, qui veut élever des monuments à la mémoire des Bongo, et qui déclare que le Gabon était une démocratie jusqu'à la mort d'Omar Bongo. Quel Gabon ? En plus, il prend les Gabonais pour des idiots alors que tout le monde sait qu'Ali Bongo au pouvoir n'est que la conséquence naturelle de la Constitution que Mba Obame a mise en place pour protéger les Bongo et leur garantir la monarchie. Ali Bongo n'est, en ce sens, que la simple continuité d'une logique préparée depuis au moins 25 ans par Mba Obame et les Bongo. C'est d'ailleurs ce même Mba Obame qui a organisé une mafia autour de Bongo pour me priver de mon passeport et me faire chanter : donc, pour obtenir mon passeport, je devais d'abord accepter de rencontrer Omar Bongo. Mba Obame m'a ainsi privé de mes droits citoyens, et le voilà aujourd'hui qui ose parler de défendre les droits des Gabonais ? Ceci après avoir, comme tous les autres parasites, accumulé des milliards sur mon dos, parce que, apparemment, au sein du régime, tous les malfrats s'étaient organisés pour soutirer de l'argent à Bongo, justement parce on voulait m'amener à Bongo comme un trophée. Mais ils sont tous mal tombés. Daniel Mengara ne rencontre pas les animaux.

Et le dernier bongoïste en date, vous le devinez : c'est qui ?

Oui, Pierre Mamboundou, bongoïste, qui promet des cartons rouges dans tous les sens et qui finit, lui aussi, par devenir un chantre du bongoïsme car pour lui, le Gabon sous Ali Bongo se porte bien.

Je vous le demande, donc, chers compatriotes : est-ce avec une opposition bongoïste comme celle-là qu'on enlève les Bongo du pouvoir ?

Cette opposition, je vous le répète, s'est toujours organisée pour empêcher le changement au Gabon. Son but a toujours été de décourager les Gabonais qui veulent le changement, tout simplement en faisant semblant. Et voilà pourquoi ils continuent à vous faire croire que le Gabon peut changer par des élections. Et voilà pourquoi encore ils vous vendent aujourd'hui l'illusion selon laquelle c'est la biométrie qui va comme par miracle désormais empêcher la fraude électorale au Gabon.

Quelle biométrie ? La biométrie n'a jamais nulle part garanti la transparence aux élections. Les USA n'utilisent pas la biométrie, et pourtant, leur système assure la transparence. Le problème du Gabon n'est donc pas un problème de biométrie, mais un problème d'institutions. Dès lors que ces institutions seraient démocratiques et que le peuple leur ferait confiance, on aurait une situation de transparence. Or, comment la biométrie pourrait-elle garantir la transparence quand un Président de la République jouit des pleins pouvoirs et fait de son Parlement et de sa Cour constitutionnelle des farces institutionnelles, et surtout quand le régime a le pouvoir de proclamer des résultats autres que ceux sortis des urnes, biométrie ou pas biométrie ?

Si l'opposition gabonaise avait été responsable, elle poserait comme conditions simples les principes suivants : Aucune élection ne doit plus se tenir au Gabon tant qu'une réforme constitutionnelle n'aura pas été faite pour :

- ramener le scrutin à deux tours ;
- réduire les pouvoirs du président de la République à leur plus simple expression en le rendant incapable de phagocyter les autres institutions de la République ;
- ramener le mandat de tous les élus gabonais à 5 ans, renouvelable une seule fois pour le président de la République ;
- donner une indépendance totale aux membres des corps judiciaires, notamment la Cour constitutionnelle ;
- donner son indépendance totale au parlement des élus du peuple et les prémunir de toute influence présidentielle ;
- donner son indépendance totale à la Commission électorale ;
- donner leur indépendance totale aux médias d'état pour ne plus en faire les instruments de validation de la fraude électorale ;
- assurer la décentralisation du pouvoir avec la création de gouvernements provinciaux semi-autonomes dans le contexte du développement économique ;

- et faire que la toute première élection démocratique résultant d'une telle réforme soit entièrement organisée par l'ONU, et ceci après l'élaboration d'un fichier informatique capable de gérer la statistique démographique et le corps électoral par des procédés biométriques.

Autrement dit, sans toutes ces réformes, la biométrie est un pur mythe qui n'a aucun sens ni aucune incidence sur le potentiel de fraude électorale dont est capable le système actuel, un système organisé justement pour garantir la fraude et l'impossibilité d'une victoire de l'opposition. Surtout dans un système où le régime peut ignorer le résultat des urnes pour proclamer un tout autre résultat.

Chassez donc ces faux mythes de vos esprits, chers compatriotes: Le Gabon ne changera pas par les urnes ; c'est désormais une vérité avérée ; Le Gabon ne changera pas par le bon vouloir des Bongo : Ali Bongo ne se lèvera pas un beau matin pour vous dire que « j'ai été visité hier soir par la vierge Marie qui m'a demandé de laisser le pouvoir et aller planter le macabo à Makongonio. Non, le miracle de Jésus-Christ ne viendra pas. Le Gabon ne changera pas parce que la France ou les Etats-Unis viendront vous libérer de vos dictateurs à votre place. Déjà parce que c'est impossible ; ensuite parce que, comme l'a dit un journaliste français, le Gabon est trop calme et la communauté internationale ne s'intéresse pas aux pays trop calmes.

Or, les seules voies d'un changement pacifique au Gabon tournent, hélas, soit autour de la mise en place d'institutions démocratiques fortes capables de garantir la protection des droits citoyens tout en protégeant la communauté nationale des errements d'un seul homme, d'une seule famille, d'un seul clan, d'une seule ethnie, ce qui dans les conditions actuelles, est impossible sous les Bongo, soit par la démission volontaire des Bongo. Mais ces voies pacifiques, comme je viens de le démontrer, sont impossibles sous les Bongo.

L'équation est donc simple : si le Gabon ne peut changer pacifiquement ni par les urnes, ni par le bon vouloir des Bongo, ni par l'intervention des forces étrangères, que nous reste-t-il comme arme pour obtenir le changement que nous voulons ? Il me semble à moi que sans insurrection du peuple pour affirmer ses droits, le Gabon restera à jamais la propriété des Bongo ! Les Gabonais comprennent-ils cette réalité ?

On m'accuse souvent d'être violent, mais je dis que ce n'est pas moi qui suis violent. La violence, elle est obligatoire dès lors que les Gabonais n'ont aucun moyen pacifique de changer de régime politique. Se cacher de cette réalité, c'est pratiquer le mensonge envers le peuple. J'affirme et je continue donc à affirmer que le régime en place n'a donné de choix aux Gabonais qu'entre la résignation ou la violence. Rien d'autre.

Je suis probablement le seul Gabonais de mon âge qui, à l'âge de 31 ans, a compris dès l'élection présidentielle de 1998, que le Gabon ne changerait plus jamais par les urnes. Et depuis, j'ai été le seul à maintenir cette réalité. Il a fallu attendre près de 12 ans pour que le reste du pays se rende compte de cette réalité : le Gabon ne changera ni par les urnes, ni par le bon vouloir des Bongo.

Voilà pourquoi j'ai tenu aujourd'hui à partager avec vous les travaux d'un politologue américain du nom de Gene Sharp, dont l'ouvrage, *De la dictature à la démocratie*, clarifiera pour vous un certain nombre d'idées sur ce que le mot « changement » implique pour les peuples qui recherchent un tel changement :

Gene Sharp dit : « Souvent les peuples opprimés manquent de volonté et sont temporairement incapables de lutter, car ils n'ont aucune confiance en leur capacité de faire face à une dictature brutale et ne voient aucun moyen de s'en sortir. On comprend donc qu'ils placent leurs espoirs de libération en des entités tierces, en une force extérieure qui peut être "l'opinion publique", les Nations Unies, un autre pays, ou encore des sanctions économiques et politiques internationales. Une telle vision est confortable, mais elle pose de sérieux problèmes. Cette confiance accordée à une puissance extérieure peut être très mal placée. Le plus souvent aucun sauveur étranger ne se présente, et si l'un d'eux le fait, on ne devrait probablement pas lui faire confiance. »

Gene Sharp continue en disant : « Les dictatures existent principalement à cause de l'insuffisante répartition du pouvoir dans le pays lui-même. La population et la société sont trop faibles pour poser des problèmes sérieux au pouvoir dictatorial, la richesse et le pouvoir sont concentrés en trop peu de mains. La survie des dictatures dépend principalement de facteurs internes, même si elles peuvent être renforcées ou affaiblies par des actions internationales. Ces pressions internationales peuvent être utiles lorsqu'elles soutiennent un puissant mouvement intérieur de résistance. Ainsi, les boycotts économiques internationaux, les embargos, la rupture des relations économiques, l'expulsion des organisations internationales, ou la condamnation par les Nations Unies, par exemple, peuvent être utiles. Mais en l'absence d'un fort mouvement intérieur de résistance, de telles actions ne risquent guère d'être entreprises. »

En d'autres termes, si un Gabonais, opposant ou pas, vient à vous pour vous dire que pour changer le Gabon, il faut attendre que la France, les Etats-Unis ou les Chinois viennent à notre aide, c'est que ce Gabonais vous insulte : attrapez ce Gabonais et tapez-le. Il se moque de vous. Les fameux réseaux étrangers dont certains vous parlent comme d'une panacée

ne vous aideront pas à changer le régime des Bongo. C'est aux gabonais eux-mêmes de s'organiser pour chasser les Bongo. Il faut donc aux Gabonais organiser « un fort mouvement intérieur de résistance » sans lequel rien ne se passera. La communauté internationale ne peut venir en soutien qu'à un mouvement contestataire fort qui ne lui laisse aucun choix, comme on a vu en Tunisie, en Lybie, en Egypte et même en Syrie.

Voilà pourquoi Gene Sharp dit : « Quand la dictature doit faire face à une force solide, sûre d'elle-même, dotée d'une stratégie intelligente, avec des actions disciplinées, courageuses et vraiment puissantes, elle finira par s'écrouler. Mais, au minimum, les quatre conditions énumérées ci-dessus devront être remplies. (...) la libération des dictatures dépend finalement de la capacité des peuples à se libérer eux-mêmes. »

Je dis donc tout simplement, à la suite de ces conclusions fortes de Gene Sharp, que la logique d'opposition, surtout d'opposition contre une dictature, n'a jamais été poussée jusqu'au bout au Gabon. Cette logique, c'est à nous, génération née d'après les indépendances, de la mener à son terme. Le Gabon ne changera que par ce que j'ai appelé une stratégie d'opposition basée sur le principe de l'ingouvernabilité, c'est-à-dire un bras de fer qui utilisera tous les moyens possibles pour rendre Ali Bongo incapable de gouverner le Gabon. Et dès lors que cette ingouvernabilité sera avérée, la communauté internationale, la France comprise, sera forcée à la seule conclusion qui ait alors un sens : Les Bongo doivent partir.

Voilà pourquoi nous sommes venus ici aujourd'hui vous parler de citoyenneté, chers compatriotes. Car les citoyens, quand ils parlent de leur pays, ils sont francs. Il faut être franc quand on parle de son pays, il faut être franc quand on parle du Gabon. Je sais qu'il y en a au Gabon en ce moment qui savent que nous nous réunissons ici aujourd'hui, et qui ont peur. Ils ont peur de la vérité car ils sont habitués à mentir, ils sont habitués à détourner, ils sont habitués à voler, et cela fait 44 ans que cela dure. Voilà pourquoi quand de vrais Gabonais se réunissent, quand de vrais Gabonais qui n'ont pas peur de se réunir pour dire la vérité se rassemblent, les menteurs et les voleurs tremblent.

Je tiens d'ailleurs à ce titre à saluer le courage de vous tous qui êtes venus ici aujourd'hui car je sais qu'il n'est pas facile de braver la peur, les pressions de ceux qui ne veulent pas que les Gabonais se parlent entre eux. Mais je dis que ceux-là qui veulent que nous ayons peur de nous parler se trompent sur le type de Gabonais que nous sommes. Nous sommes fatigués que l'on nous dicte ce que nous avons le droit de dire ou de ne pas dire. Nous sommes fatigués que l'on nous dicte ce que nous avons le droit de faire ou de ne pas faire. Cela fait 44 ans que cela dure.

L'histoire de notre pays dira peut-être un jour que c'est depuis Atlanta, Birmingham ou Houston aux Etats-Unis que des Gabonais ont dit, « non ça suffit comme cela ». Nous ne nous laisserons plus dicter quoique ce soit par ceux-là qui ont programmé la mort du Gabon et qui prennent en otage tout un peuple pour l'intérêt d'une seule famille, d'un seul clan.

Voilà pourquoi je suis ici aujourd'hui avec mes collègues de la Plateforme Citoyenne, chers amis.

Je ne suis pas venu ici pour vous dire d'aimer votre pays. Je sais que vous l'aimez déjà beaucoup, sinon vous ne seriez pas ici aujourd'hui. Je ne suis pas non plus venu vous dire comment aimer votre pays car je sais que vous savez comment l'aimer. On n'apprend pas à un vrai Gabonais, on n'apprend pas à une vraie Gabonaise à aimer son pays. Ce que je suis venu vous dire, ce que je suis venu vous proposer, c'est une discussion sur comment nous pouvons apprendre à aimer le Gabon ensemble, et pour le bien de tous.

En d'autres termes, je suis venu vous dire l'urgence d'un débat citoyen sur le Gabon. Mais comment commencer un débat sur le Gabon si on ne sait déjà pas ce que c'est qu'être un citoyen ou une citoyenne ? Etre citoyen, c'est avant tout comprendre que quand on est né dans un pays, notre responsabilité première est à notre pays, et non à un homme, encore moins à une famille, un clan, ou une ethnie. Vous savez pourquoi il y a eu la Révolution française ? C'est parce que les Français en avez assez d'être des sujets.

Car il y a véritablement une différence entre être un sujet et être un citoyen. Un sujet est une personne à qui on dicte tout et sur laquelle on a droit de vie ou de mort. Un sujet n'a aucun droit, mais uniquement des devoirs qui lui sont arbitrairement dictés par un roi ou un despote qui exerce sur lui un dictat absolu. On lui dicte de se taire et il se tait. On lui prend ses terres et il se tait. On lui confisque ses terres, ses biens, il subit, en silence. On viole sa femme et ses enfants et il dit, avec cette expression bien gabonaise que nous utilisons chez nous quand nous sommes désespérés : « on va encore faire comment ? »

Dans le type de pays où les hommes et les femmes subissent ainsi la loi de l'arbitraire, vous trouverez souvent des misères inexplicables, parce que la destinée de ces peuples et leurs ressources auront été confisquées par une minorité qui s'arroge ainsi le droit de vivre tandis que la majorité croule sous la misère. Voilà pourquoi les peuples dignes, ceux qui se refusent à subir, ceux qui se refusent à la mort lente, ont souvent recours à la révolution. Car ils comprennent leur devoir de se muer en citoyens, c'est-à-dire en peuple qui affirme avec vigueur non seulement sa citoyenneté, mais aussi sa souveraineté. Un citoyen qui se refuse à rester sujet, donc, dit avec détermination qu'il ne laissera personne lui voler le droit de s'exprimer librement. Un citoyen qui se refuse à rester sujet dit avec détermination qu'il ne laissera personne dévaliser les caisses de

son état sans demander des comptes. Un citoyen ne permettra à personne de rester au pouvoir ou d'arriver au pouvoir s'il ne l'a pas lui-même installé au pouvoir par la seule force de son vote démocratique.

Un citoyen, même quand c'est son père qui est président, dira à son père, papa, tu as triché pour arriver au pouvoir, dégage.

Un citoyen, même quand c'est son frère qui est président, dira à son frère, tu as trop volé, dégage.

Un citoyen, même quand c'est un membre de son ethnie ou de son clan qui est président, lui dira, « tu as trop tué », dégage.

Ce que je veux dire par là, chers amis, chers compatriotes, est qu'un vrai citoyen, même quand il est d'un parti au pouvoir comme le PDG, aura toujours le courage de dire à son président que tu n'as rien foutu de bon, dégage. Voilà le vrai débat qui nous concerne aujourd'hui, nous, hommes et femmes d'une autre génération. Au sein du régime comme au sein de l'opposition, nos aînés ont essayé ce qu'ils ont pu, mais force est de constater qu'ils ont tous échoué. Malheureusement, ce ne sont pas des aînés sages, qui savent reconnaître leur échec et laisser la place aux jeunes.

Mais puisqu'ils ne veulent pas partir, devons-nous les laisser continuer à tuer nos enfants, nos familles, notre pays ? Doit-on continuer à respecter des criminels, fussent-ils nos amis, nos pères, nos mères, notre famille ?

La raison pour laquelle je suis dur avec les Bongo, elle est simple. On me reproche souvent d'insulter. Je dis que non, je n'insulte pas. Je dis la vérité, tout simplement. Quand je dis que les Bongo sont des animaux, c'est parce que, justement, il n'y a que des animaux qui peuvent regarder la souffrance de leurs compatriotes avec autant d'indifférence. Pire, il n'y a que des animaux qui peuvent consciemment cultiver la misère dans leur pays pour transformer le peuple en un peuple de mendiants, au point de distribuer les faveurs en fonction de l'adhésion ou non à l'idéologie bongoïste, c'est-à-dire, celle qui normalise toutes les déviances et pose ces déviances en principes moraux. Il n'y a que les animaux qui peuvent se sentir fiers de rouler dans des voitures 4x4 sur des routes cabossées en pleine ville, parce que, dans leurs têtes, ceux qui respirent leur poussière vont leur envier ce statut.

Pour moi, tous les bongoïstes sont des criminels. Dire cela, ce n'est pas insulter, c'est dire la vérité. Si le Gabon avait été un état de droit comme les USA, tous les Bongo et leurs complices seraient en prison aujourd'hui pour 300 ans. Si donc, dans ma tête, tous ces gens sont en prison, dans quel pays avez-vous vu des gens aller en prison dire aux criminels, « tiens, vous avez tué nos enfants et violé nos filles, mais nous vous respectons quand-même. » Non, pas chez moi. Je ne respecte pas les criminels.

Il ne nous reste donc aujourd'hui, chers compatriotes, qu'à faire face à la dure réalité. Dès lors que nos aînés de tous les bords politiques ont failli, car trop frappés par le virus du bongoïsme, que reste-t-il donc à faire, surtout pour nous de la diaspora ? Allons-nous continuer à courber l'échine ? Moi je dis, donc, « non ». Le relai entre générations est obligatoire. Ce relai doit être assuré. Place aux jeunes. Mais les jeunes doivent-ils attendre que les vieux leur cèdent la place ? Non. Quand des vieux, au sein du PDG comme de l'opposition se font défaillants, quand ils se font complices de la mort du Gabon et du maintien au pouvoir des Bongo.

Il faut donner au Gabon une nouvelle classe politique qui soit à même de mettre fin à la gangrène politique. Il faut tourner le dos aux délinquants politiques de tous bords.

La question que je vous pose alors est la suivante, vous qui êtes supposés prendre cette relève : êtes-vous prêts ?

Je vous remercie.

Dr. Daniel Mengara
Président, « Bongo Doit Partir »